

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule déchets
4 avenue de la gare
BP 132
48005 Mende Cedex

Mende, le 17/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CC DE CEZE CEVENNES

Route d'Uzès
30500 Saint-Ambroix

Références : -
Code AIOT : 0018100013

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2025 dans l'établissement CC DE CEZE CEVENNES implanté Lieu - dit Figeyrettes 30160 Bordezac. L'inspection a été annoncée le 26/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée en application de l'article 20-III de l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux avant le début de l'exploitation de l'alvéole 3.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CC DE CEZE CEVENNES
- Lieu - dit Figeyrettes 30160 Bordezac

- Code AIOT : 0018100013
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par arrêté préfectoral n° 2004-20 du 13 mai 2004, la Communauté de Communes Cévennes Actives a été autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets ménagers à Bordezac, lieu-dit «La Figeyrette», à proximité immédiate d'un centre d'enfouissement technique existant, autorisé par arrêté préfectoral du 13 mai 2004.

L'installation, mise en service en 2009, présente les caractéristiques suivantes:

- superficie du terrain: 13 ha 86 a 70 ca,
- superficie de la zone à exploiter: 8 100 m² en 3 alvéoles de 2300, 2300 et 3500 m²,
- capacité totale de stockage: 71 000 m³ - 64 000 t,
- quantités annuelles apportées: 2 400 m³ - 2150 t,
- autorisation accordée jusqu'au 31 décembre 2034.

Suite à la réforme de l'intercommunalité, la communauté de communes Cévennes Actives a cessé d'exister le 1er janvier 2013, puis a été intégrée dans la communauté de communes de Céze Cévennes. Le changement d'exploitant a été autorisé par arrêté préfectoral n° 2014-02 du 6 janvier 2014.

L'origine géographique des déchets reste inchangée.

L'ISDND est mitoyenne d'une installation de stockage de déchets inertes (ISDI), dans le même périmètre de l'exploitation, exploitée par la communauté de communes et autorisée par arrêté préfectoral n° 2008-161-18 du 9 juin 2008 pris en application de l'article L 541-30-1 du code de l'environnement. Suite à la modification de la nomenclature des installations classées, cette ISDI est devenue une ICPE depuis le 1er janvier 2015.

L'exploitant a déclaré au cours du mois de septembre 2019 la création d'une installation de broyage de déchets verts relevant de la rubrique 2794 sous le régime de la Déclaration (supérieure ou égale à 5 t/j mais inférieur à 30 t/j).

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Contrôle de la hauteur des lixiviats en fond de casier	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11>I	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	casier				
6	Barrière de sécurité active	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions diverses	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16	/	Sans objet
2	Dispositif de collecte de biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-I	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
4	Equipements de collecte et de stockage des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11>II	/	Sans objet
5	Géomembrane	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 19	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a transmis le rapport de tierce expertise réalisé par FONDASOL, daté du 25 novembre, conformément à l'article 20-II de l'arrêté du 15 février 2016. Ce rapport conclut à la conformité de l'alvéole 3 aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2004 et de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, notamment concernant :

- la géomembrane et le dispositif de drainage (article 9 de l'AM du 15/02/16) ;
- les équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11 de l'AM du 15/02/16).

L'inspection confirme la conformité de l'alvéole 3 au regard du dossier établi par l'organisme tiers. Cependant, il est constaté que le géotextile de protection n'est pas installé sur les parties hautes des flancs de l'alvéole 3. L'exploitant souhaite installer le géotextile de protection sur les parties hautes des flancs dans une seconde phase, afin de ne pas l'endommager (vent, précipitations etc),

selon le remplissage de l'alvéole. Il est demandé à l'exploitant de justifier, sous un délai de 1 mois, de la protection de la géomembrane sur les flancs supérieurs face au risque d'endommagement sans le géotextile de protection pour l'ensemble de la période durant laquelle elle serait découverte. A défaut, l'exploitant doit recouvrir la géomembrane d'un géotextile de protection ou de tout dispositif équivalent sur toute sa hauteur.

Par ailleurs, l'exploitant s'est remis en conformité au regard de l'article :

- 16-I de l'AM du 15/02/16 en installant d'une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres. Les suites de l'inspection du 12 juin 2025 peuvent être clôturées;
- 11 de l'AM du 15/02/16 en équipant le site d'un dispositif permettant de mesurer la hauteur des lixiviats et en mettant en place un dispositif de collecte des lixiviats dans l'alvéole 3. Ces points de la mise en demeure n°2025-20 du 12 juin 2025 peuvent être levés.

Enfin, le recouvrement définitif des alvéoles 1 et 2 n'est pas encore mis en œuvre. L'exploitant déclare que les travaux de recouvrement débuteront en 2026, sans date fixée, à l'issue de l'exploitation de l'alvéole 2 prévue pour le début de l'année 2026. Les alvéoles seront recouvertes selon les propositions du bureau d'étude dans l'annexe biogaz du dossier de "réexamen IED" réf TOU N°127 661 - A2PRIDBO daté de juin 2024.

Les dispositifs de captage de biogaz seront installés dans le cadre des travaux de recouvrement.

La cartographie des émissions de méthane sera réalisée début 2026. Ce point fait également l'objet de la mise en demeure n°2025-20 du 12 juin 2025. Le délai de 6 mois accordé pour la réalisation de cette cartographie n'est pas échu, et fera l'objet d'un futur contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions diverses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures
Prescription contrôlée : L'accès à l'installation de stockage est limité et contrôlé. L'installation de stockage est clôturée par un système en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres. La clôture est positionnée à une distance d'au moins 10 mètres de la zone à exploiter. Les accès au site sont équipés de systèmes qui sont fermés à clef en dehors des heures de travail. La clôture protège l'installation des agressions externes et empêche l'intrusion de personnes et de la faune.
Constats : Il avait été constaté lors de l'inspection du 12 juin 2025 qu'une partie de l'installation n'était pas équipée d'une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres en raison des travaux en cours sur l'alvéole 3. Il est constaté que la clôture de 2 mètres a été installée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositif de collecte de biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-I
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de collecte de biogaz

<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 25/07/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'installation est équipée d'un dispositif de collecte des effluents gazeux de manière à limiter les émissions diffuses issues de la dégradation des déchets.</p> <p>Chaque casier recevant des déchets biodégradables est équipé d'un dispositif de collecte du biogaz dès la production de celui-ci.</p> <p>Le dispositif de collecte et gestion du biogaz mentionné aux deux alinéas précédents est complété de manière à assurer la collecte du biogaz pendant toute la durée de la phase d'exploitation du casier.</p> <p>Ce dispositif est conçu et mis en place selon les modalités présentées dans le dossier de demande d'autorisation déposé en application de l'article « L. 512-1 » du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'achèvement de l'exploitation de l'alvéole 2 est prévu pour février 2026.</p> <p>Le recouvrement des alvéoles 1 et 2 n'est pas encore mis en œuvre. L'exploitant déclare que les travaux de recouvrement débuteront en 2026, sans date fixée. Les alvéoles seront recouvrés selon les propositions du bureau d'étude dans l'annexe biogaz du dossier de "réexamen IED" réf TOU N°127 661 - A2PRIDBO daté de juin 2024.</p> <p>Les dispositifs de collecte et de gestion de biogaz seront installés à la suite du recouvrement.</p> <p>L'exploitant a transmis un document (réf NOTE/VISITE DREAL 08/04/25 - V1) du bureau d'étude SOLER IDE précisant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les travaux de recouvrement provisoire des alvéoles 1 et 2, • la position des futurs puits de biogaz, • que la cartographie des émissions diffuses de méthane sera réalisée sur les parties fermées de l'installation. <p>L'exploitant déclare que la cartographie des émissions diffuses de méthane sera réalisée début 2026. Ce point fait l'objet de la mise en demeure n°2025-20 du 12 juin 2025. Le délai de 6 mois accordé pour la réalisation de cette cartographie n'étant pas échu, elle fera l'objet d'un futur contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Contrôle de la hauteur des lixiviats en fond de casier

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11>I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, pollution des eaux/du sol</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

- date d'échéance qui a été retenue : 14/09/2025

Prescription contrôlée :

I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines.

[...]Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.

Constats :

Depuis octobre 2025, l'exploitant a équipé le site d'une sonde de 15 mètres environ permettant de mesurer la hauteur de lixiviats en fond de casier.

L'exploitant procède à un relevé mensuel de la hauteur des lixiviats. Il est présenté un registre avec une première mesure datant du 10 novembre, après un épisode pluvial. Les hauteurs mesurées sont :

- sur l'alvéole 1 = 25 cm,
- sur l'alvéole 2 = 200 cm.

L'agent en charge du site déclare avoir procédé au démarrage de la pompe pour baisser le niveau, en les renvoyant dans le bassin à lixiviats. Cette déclaration correspond à la déclaration faite par l'exploitant une heure plus tôt dans les locaux de la communauté de commune. L'exploitant n'a pas procédé à une seconde mesure après cette opération.

Par ailleurs, la construction de l'alvéole 3 est terminée. L'exploitant a mis en place un ouvrage en béton au point bas permettant le recueil des lixiviats de façon gravitaire, avant de les envoyer vers le bassin à lixiviats.

L'exploitant s'est remis en conformité au regard de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 en équipant le site d'un dispositif permettant de mesurer la hauteur des lixiviats et en mettant en place un dispositif de collecte des lixiviats dans l'alvéole 3. Ce point de la mise en demeure n°2025-20 du 12 juin 2025 peut être levé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre, sous un délai d'1 mois, les éléments permettant de justifier que la hauteur des lixiviats au niveau de l'alvéole 2 n'excède pas 30 centimètres au-dessus de la géomembrane.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Equipements de collecte et de stockage des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11>II
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte et traitement des lixiviats
Prescription contrôlée : <p>II. - Les bassins de stockage de lixiviats sont étanches et résistants aux substances contenues dans les lixiviats. Leurs dispositifs d'étanchéité sont constitués, du haut vers le bas, d'une géomembrane et d'une barrière d'étanchéité passive présentant une perméabilité égale ou inférieure ou égale à 1.10^{-9} m/s sur une épaisseur d'au moins 50 centimètres ou tout système équivalent. Leurs capacités minimales correspondent à la quantité de lixiviats produite en quinze jours en période de pluviométrie décennale maximale qui pourra être adaptée au territoire. Le bassin de stockage des lixiviats est équipé des dispositifs dédiés nécessaires au relevage des lixiviats. Cette capacité intègre un volume de réserve qui n'est utilisé qu'en cas d'aléa. Un repère visible en permanence positionné en paroi interne du bassin matérialise le volume de réserve. La zone des bassins de stockage des lixiviats est équipée d'une clôture sur tout son périmètre. L'exploitant positionne à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants</p> <ul style="list-style-type: none">- une bouée ;- une échelle par bassin ;- une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires. <p>Le bassin de stockage de lixiviats est équipé d'un dispositif permettant d'arrêter l'alimentation en lixiviat pour prévenir tout débordement.</p>
Constats : <p>Le dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux internes et externes (drains, fossés, bassins) pour l'ensemble des 3 alvéoles a été réalisé par FUGRO dans le cadre de l'Avant-Projet Détaillé de 2005, et leur construction achevée en 2008.</p> <p>Le drainage des lixiviats est assuré par un réseau de drains en PEHD intégré au massif drainant en fond de casier. Ces drains sont connectés, au niveau de chaque alvéole, à une bêche de captation équipée d'un puits de contrôle.</p> <p>Les 3 alvéoles ont été construites en cascade, permettant un écoulement gravitaire des lixiviats de l'alvéole 3 (Nord-Ouest) vers l'alvéole 1 (Sud-Est), via des canalisations en PEHD situées en pied de diguettes inter-alvéoles.</p> <p>Les lixiviats sont ensuite acheminés vers le bassin à lixiviats, localisé à l'Ouest du bassin de rétention des eaux internes.</p> <p>L'exploitant a également procédé à la reconstitution de la barrière d'étanchéité passive de fond de l'alvéole 3 qui s'était dégradé depuis 2008, assurant une perméabilité inférieure à 10^{-9} m/s sur une épaisseur de 1 mètre. Cette couche a été rehaussée sur une épaisseur minimale de 1 mètre, atteignant une cote d'environ +2 mètres par rapport au fond de forme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Géomembrane

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, prévention de pollution
Prescription contrôlée : Pour le contrôle de la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un organisme tiers indépendant de l'exploitant. Il s'assure que les matériaux mis en place ne présentent pas de défaut de fabrication et procède à leur contrôle après leur positionnement. Une inspection visuelle de la géomembrane est réalisée et complétée a minima par le contrôle des doubles soudures automatiques à canal central par mise sous pression et par le contrôle des soudures simples. Les contrôles précités sont réalisés par un organisme tiers. L'exploitant met en place une procédure de réception des travaux d'étanchéité. Les résultats des contrôles sont conservés sur le site et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a fait appel à la société FONDASOL pour la réalisation du contrôle sur la pose de la géomembrane. A la suite du contrôle visuel des soudures et de l'état global de la géomembrane par FONDASOL, le rapport conclut que toutes les soudures testées sont conformes et la géomembrane apparaît en bon état visuel sur l'ensemble du bassin. Le contrôle des géomembranes est effectué conformément aux recommandations établies dans le guide de détection de défauts dans les dispositifs d'étanchéité par géomembranes établie par le Comité Français des Géosynthétiques (Juin 2003). Le rapport de contrôle des soudures est fourni en annexe 7 du rapport de tierce expertise. L'inspection constate aucun défaut visuel sur la géomembrane ou sur les soudures contrôlées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Barrière de sécurité active

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Protection du sol et des eaux
Prescription contrôlée : I. Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé "barrière de sécurité active". Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine. Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.

II. En fond de casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal complété d'une structure granulaire artificielle ou naturelle dont la perméabilité est supérieure ou égale à 1.10^{-4} m/s.

Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

Le dispositif mentionné au précédent alinéa peut être adapté par le préfet si l'exploitant en fait la demande et démontre l'équivalence du dispositif alternatif souhaité en termes d'évacuation des lixiviats. Toutefois, l'épaisseur de la couche de drainage ne peut être inférieure à 30 centimètres.

III. Un géotextile antipoinçonnant est intercalé entre la géomembrane et le matériau constitutif de la couche de drainage si celle-ci présente un risque d'endommagement de la géomembrane. Sur les flancs du casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert de géotextile de protection ou de tout dispositif équivalent sur toute sa hauteur. Ce dispositif est résistant aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

Constats :

Il est constaté sur les parois de l'alvéole 3 que la géomembrane et le géotextile sont installés, et que le fond est recouvert d'un massif drainant de cailloux. Les autres dispositifs de la barrière active n'étant pas apparents.

L'exploitant a fait appel à la société GEOBTP pour la pose de la barrière de sécurité active.

La barrière de sécurité active est constituée d'un dispositif d'étanchéité et de drainage par géosynthétiques comprenant :

- un géotextile bentonitique auto-cicatrisant ;
- une géomembrane PEHD 2mm ;
- un géotextile de protection ;
- une couche de matériaux drainants d'épaisseur supérieure ou égale à 0.5m (reconstitution par équivalence de 30 cm minimum de matériaux drainant couplé à un géodrain) et avec une perméabilité $k > 10^{-4}$ m/s, contenant les drains de collecte des lixiviats en PEHD de diamètre 100 et 160 mm ;
- un géotextile filtrant en cas de risque de colmatage biologique.

Les fiches d'agrément des matériaux sont joints au rapport de tierce expertise.

Cependant, le géotextile de protection n'est pas installé sur les parties hautes des flancs de l'alvéole 3. L'exploitant souhaite installer le géotextile de protection sur les parties hautes des flancs dans une seconde phase, afin de ne pas l'endommager (vent, précipitations etc), selon remplissage de l'alvéole.

FONDASOL a effectué 10 visites du chantier au cours desquelles aucune non-conformité n'a été relevée.

Avant le début de l'exploitation de l'alvéole 3, il est demandé à l'exploitant de justifier de la protection de la géomembrane, sur les flancs supérieurs, face au risque d'endommagement sans le géotextile de protection pour l'ensemble de la période durant laquelle elle serait découverte. A défaut, l'exploitant doit recouvrir la géomembrane d'un géotextile de protection ou de tout dispositif équivalent sur toute sa hauteur.

Ce constat constitue une non-conformité à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai de 1 mois, l'exploitant doit justifier de la protection de la géomembrane sur les flancs supérieurs face au risque d'endommagement sans le géotextile de protection pour l'ensemble de la période durant laquelle elle serait découvert. A défaut, l'exploitant doit recouvrir la géomembrane d'un géotextile de protection ou de tout dispositif équivalent sur toute sa hauteur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois